

Numéro	Objet
066/2025	Concession temporaire à « Au Son des Jardins », M. Anthony GAUTHIER sur la parcelle communale BR72

Publié le	Date	Nomenclature
11/12/2025	11/12/2025	33 Location
ID : 013-211300363-20251211-25_CM_066-DE		

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
 Présents : **19**
 Procurations : **6**
 Votes : **25**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **vingt-huit octobre**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures**, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.
 Date de la convocation : **22 octobre 2025**

OBJET : Concession temporaire consentie à la Société « Au Son des Jardins », représentée par son Président M. Anthony GAUTHIER sur un bien constitutif d'une réserve foncière communale – Parcelle BR72

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, CHAUVIN Kenny, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Absents excusés et représentés : MISTRAL Christiane, représentée par POURTIER Yvette, AMAT Bruno représenté par BARAT Michel, AMIARD Ludivine représentée par NIETO Corinne, JULLIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par LIBOUREL Vincent, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par HOUDIN Florence.

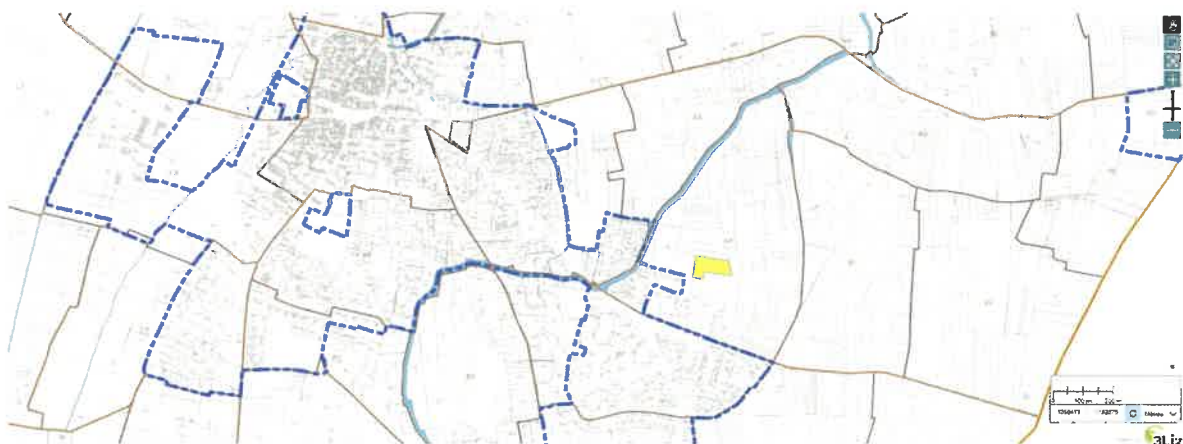
Résultat du vote :

Pour : **25**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Absent excusé : ROSELLO Louis, PERRIN Christine.

Par délibération n°060/2024 du 9 juillet 2024 d'acquérir plusieurs parcelles dont la **BR72** objet de la présente concession temporaire, d'une contenance de **7 071 m²**, au lieudit les **Pouchons**,

L'acquisition de cette parcelle (BR72) par le biais de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (**SAFER**) s'est faite à des fins de location à un exploitant en pépinière en complément à son activité de paysagiste.

Plan de situation

Vue aérienne de la parcelle BR72



La société « **Au Son des Jardins** », société par actions simplifiée, immatriculée sous le **SIREN 980366397**, et implantée à **MAILLANE (13910)**, est spécialisée dans le **secteur des activités de soutien aux cultures**. Elle est représentée par son Président M. **Anthony GAUTHIER** qui a candidaté pour la **location** de la parcelle **BR72** pour l'exploiter à titre temporaire afin d'y **planter des arbres notamment du Paulownia...etc.**

Il a donc obtenu l'**accord du Commissaire de Gouvernement d'Agriculture**, sur la parcelle **BR72**, lors du comité technique départemental du **25 juillet 2024**, donnant autorisation d'exploiter à la SAS AU SON DES JARDINS.

La Commune peut donc mettre cette terre cadastrée **BR72** représentant une surface totale de **7 071 m²**, en location par « **Concession Temporaire** » telle que présenté, moyennant une redevance annuelle d'occupation temporaire d'un montant croissant conformément aux propositions de la Safer, en date du 05/02/2025, sur des terres destinées à l'arboriculture (plantation de Paulownia...etc.) et qui sont comme suit :

Les références des prix pour les locations, proposés par la SAFER sont comme suit :

- De terre au sec : se situe entre **150 à 250 €/ha/an**
- De terre supportant des pépinières (type paulownia) : se situe entre **350 et 450 €/ha/an**

Compte tenu de l'état d'enfrichement de la parcelle, le défrichement coûterait plusieurs milliers d'euros de travaux. Les 2 premières années de location, seront donc gratuites.

Le rendement ne pourra commencer qu'à partir de la cinquième année.

Il est donc proposé un prix de location qui augmenterait par palier :

- **Les 2 premières années : franchise (Gratuité) ;**
- **La troisième et quatrième année : 250 €/ha/an**, puisqu'il n'y aura que des charges sur le terrain, aucun revenu à ce stade ;

- A partir de la **cinquième année (entrée en production)** et jusqu'à la fin de la location : **450€/ha/an**, puisque M. GAUTHIER bénéficiera des revenus de la production, liés à cette location.

L'actualisation des loyers sera établie suivant l'indice publié par arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône.

Cette Concession Temporaire est consentie au preneur pour une **durée initiale de douze (12) années**, renouvelable par accord exprès entre les parties par période de **trois (3) années**, sans pouvoir excéder une période totale de **vingt-quatre (24) années**.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant l'accord du Commissaire de Gouvernement d'Agriculture, sur la parcelle **BR72**, lors du comité technique départemental du **25 juillet 2024**, donnant autorisation d'exploiter à la SAS AU SON DES JARDINS ;

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

Approuver les termes de cette « **Concession Temporaire** » ;

Charger M. Le Maire à signer cette « **Concession Temporaire** » par le biais de l'étude **NOTAIRES EN PROVENCE** - Maîtres Alexandre PAUL, Pascale LAURENT-KLEIN et Aurélie FOURNIER, notaires associés, à Eyragues ainsi que tout acte ou document correspondant ;

Dire que les frais d'acte seront supportés par le Preneur ;

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.



Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.

Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télerecours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*

Envoyé en préfecture le 12/12/2025

Reçu en préfecture le 12/12/2025

Publié le



ID : 013-211300363-20251211-25_CM_066-DE